La Libre

L'extension du Métro Nord sur la sellette à Bruxelles

Ce jeudi, les citoyens pourront émettre leurs objections sur ce chantier de plus en plus critiqué.

Tom Guillaume
Journaliste au service Belgique

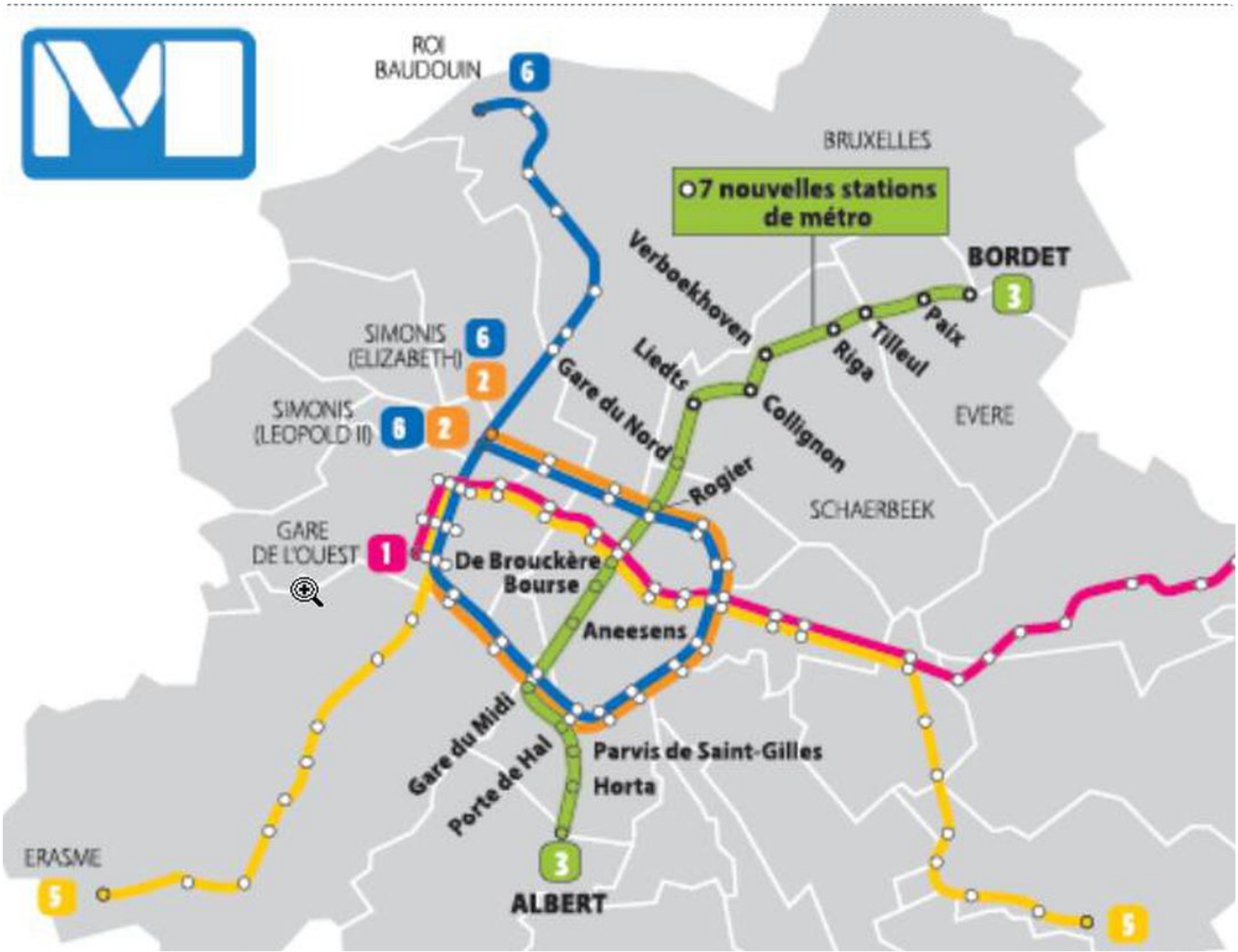
Publié le 20-04-2022 à 06h34 - Mis à jour le 20-04-2022 à 06h35

©Marie Russillo

Le prolongement de la ligne 3 du métro pourrait-il être mis sous cloche ? Le projet passera ce jeudi en commission de concertation, dans la foulée de l'enquête publique qui s'est clôturée le 5 avril. Les différentes parties concernées par le projet pourront alors faire part de leurs commentaires et de leurs objections dans ce dossier de plusieurs milliers de pages.

C'est dans ce contexte que plusieurs universitaires et experts en mobilité se dressent contre l'extension de la ligne 3 qui devra relier la gare du Nord à Schaerbeek à la gare de Bordet (à Evere). Dans un article publié sur le site *< https://bsiposition.hypotheses.org/389 >* de la revue bruxelloise *Brussels Studies*, les signataires pointent la disproportion entre le coût des travaux et le gain environnemental de ce chantier. Ils redoutent un nouveau dérapage budgétaire causé par les travaux de creusement dans le sol bruxellois, sous-évalué, selon eux, dans l'étude d'incidence. Leur conclusion est sans appel : *"Le bilan coûts/avantages/risques du projet Métro Nord est défavorable"*, conclut le texte. Ils voient dans cette commission citoyenne l'occasion de renoncer au projet.

Depuis quelques mois, plusieurs voix s'élèvent contre l'extension de la ligne de Métro 3 et le creusement du tunnel de 4,5 kilomètres qui devrait s'achever, au plus tôt, en 2032. En cause, l'excédent budgétaire déjà annoncé, alors même que les premiers coups de pelleteuses n'ont pas encore débuté. On apprenait récemment que cette extension coûterait 2,3 milliards d'euros, et non plus 1,6 milliard, selon les chiffres donnés par la ministre de la Mobilité bruxelloise Elke Van den Brandt (Groen).



©IPM

Évaluer le renoncement au projet

L'argument budgétaire est souvent épinglé pour remettre en cause le projet. Dans un récent avis, la commission régionale de la Mobilité avait même estimé pertinent de calculer le coût du renoncement à l'extension de la ligne. Plus tôt, le ministre bruxellois des Finances Sven Gatz (Open VLD) s'était lui-même inquiété de la soutenabilité du financement < *https://www.lalibre.be/economie/conjoncture/2022/03/12/sven-gatz-non-les-finances-bruxelloises-ne-sont-pas-aussi-inquietantes-que-les-finances-wallonnes-L4ON5T2Q6JETDF626FFENAHTOU/ >* du chantier, vu l'état des caisses régionales.

Au sein de la majorité bruxelloise, l'idée de reporter le chantier fait son chemin. *"Bien que le projet soit repris dans l'accord de majorité, j'estime que l'autorité publique doit justifier la question de la pertinence et du financement de ce projet"*, estime la députée écologiste Isabelle Pauthier,

ancienne directrice de l'Atelier de recherche et d'action urbaine (ARAU), qui avait introduit un recours (toujours pendant) contre l'extension du métro devant le Conseil d'État.

D'autres voix redoutent que le financement de ces travaux se fasse au détriment d'autres actions sur le territoire bruxellois, notamment en attribuant l'ensemble de l'enveloppe Beliris (le fonds fédéral alloué à la Région bruxelloise) à la construction du métro, comme l'avait un temps suggéré le ministre bruxellois des Finances.

Copyright © La Libre.be 1996-2022 Ipm sa - IPM | Ce site est protégé par le droit d'auteur / *Rue des Francs 79, 1040 Bruxelles | Tel +32 (0)2 744 44 44 | N° d'entreprise BE 0403.508.716*